

Sophie GRANDVUILLEMIN

Maître de conférences en droit privé, Université Sorbonne Paris Nord.

Co-directrice de la Licence professionnelle Gestion des Ressources Humaines, IUT Villetaneuse.

Membre de l'IRDA- Université Sorbonne Paris Nord (EA 3970).

Chargée de cours à l'Université Paris Saclay-UVSQ (M2 Droit des Contrats et de la concurrence – M2 DA-Droit immobilier public)

Courriel : sophie.grandvullemin@univ-paris13.fr

Thèmes de recherches : Droit des affaires, Droit de la concurrence, Économie sociale et solidaire.

→ Ouvrage : « L'Économie Sociale et Solidaire »



L'économie sociale et solidaire, Archétype82,
2018 (272 pages).

→ À paraître

- « Fondations universitaires », contribution in *Dictionnaire de l'éducation*, éd. Mare et Martin (Pascale Bertoni et Raphaël Matta-Duvigneau).
- « Entreprise à mission et entreprise sociale et solidaire : convergence des modèles ou nette différenciation des intérêts ? », contribution in *L'entreprise à mission*, éd. PU Strasbourg (dir. Fleur Laronze).

→ Contributions / articles / notes (depuis 2015)

▪ Chapitres d'ouvrages collectifs

- « Violence entre entreprises et droit de la concurrence », contribution in *La violence* (dir. Franck Laffaille), Éd. Mare et Martin, p. 161-183.
- « Philanthropie et argent : le paradoxe du capitalisme philanthropique », contribution in *L'argent* (dir. Franck Laffaille), Éd. Mare et Martin, septembre 2020, p. 163-170.
- « Les entreprises culturelles de l'ESS », in *Droit public et culture* (dir. Olivier Guézou et Stéphane Manson), Éd. Bruylant, juin 2020, p. 281-296.

- « Économie sociale et solidaire et marché », in *Mélanges en l'honneur du Professeur Claude Lucas de Leyssac*, éd. Litec LexisNexis, 2018, p. 203-220.
- « L'économie sociale et solidaire : de l'utopie en droit des affaires ? », in *Utopie (s)* (dir. Franck Laffaille), éd. Mare et Martin, 2018, p. 85-99.
- « La rémunération des salariés associés coopérateurs : une originalité à double visage », in *De la rémunération salariale à la rémunération non salariale* (dir. Fleur Laronze), éd. Bruylant, 2017, p. 177-190.

▪ **Hors-séries**

- « L'indemnisation des pratiques anticoncurrentielles dans les contrats publics », *Complément de la commande publique*, éd. Le Moniteur, Hors-série septembre 2017, 40 pages.
- « Commande publique et pratiques anticoncurrentielles », *Complément de la commande publique*, éd. Le Moniteur, Hors-série juin 2016, 36 pages.

▪ **Articles**

- « Ententes lors de la passation de marchés publics : l'indemnisation du préjudice de l'acheteur », *Contrats publics*, 2021, n° 218.
- « Cooperative relationships and French and European competition law », *International Journal of Cooperative Law*, n° 3, 2020, p. 83-97.
- « Les actions en dommages-intérêts », *Contrats publics*, décembre 2017, p. 62-66.
- « Être ou ne pas être une entreprise de l'économie sociale et solidaire ? Une qualification entre unité et diversité », *JCP E*, 2015, n° 46, Étude 1542, p. 17-25.
- « Le système AMAP : zone de non-droit ? », *JCP E*, 2015, n° 24, Étude 1279, p. 27-31.

▪ **Notes de jurisprudence**

- « Marchés des lycées d'Île-de-France, indemnisation et compétence juridictionnelle » (Trib. des confl., 16 novembre 2015, n° 4035, Région Ile-de-France), *Contrats Publics*, février 2016, p. 63-66.

▪ **Éditorial**

- « Le droit des pratiques anticoncurrentielles, une arme à saisir », *Contrats publics*, 2021, n° 218

▪ **Interventions colloques / conférences**

- « Les structures de l'ESS » : conférence au Webinaire X-Solidarités (groupe Alumni de l'École Polytechnique), 11 mars 2021.
- Présentation de mon article « Cooperative relationships and French and European competition law » : intervention au Webinaire pour le lancement du troisième numéro de la revue *International Journal of Cooperative Law*, 15 décembre 2020.
- « Les formes juridiques de l'ESS » : conférence, Master 2 Science politique - Gouvernance mutualiste, Université Paris Saclay-UVSQ, 22 janvier 2020.

- « Comment les choix juridiques contribuent-ils aux engagements des entrepreneurs ? » : intervention à la Conférence *L'engagement des entrepreneurs*, France Active – Le Monde, 3 octobre 2019, Paris.
- « Entreprise à mission et entreprise sociale et solidaire : convergence des modèles ou nette différenciation des intérêts ? » : intervention au colloque *L'entreprise à mission*, Plate-forme RSE, 2 mai 2019, Paris.
- « Philanthropie et argent » : intervention au colloque *L'argent*, Université Paris 13, UFR DSPS, 1^{er} avril 2019.
- « L'économie sociale et solidaire : de l'utopie en droit des affaires ? » : intervention au colloque *Utopie(s)*, Université Paris 13, UFR DSPS, 16 mai 2017.

➔ Contributions à un ouvrage encyclopédique

Droit des marchés publics & Contrats publics spéciaux, Éd. du Moniteur, Coll. Moniteur Référence (4000 p., 12 auteurs, mises à jour périodiques) :

- « Droit des marchés publics et droit de la concurrence », fasc. III.130, avril 2021.
- « Champ d'action du droit écrit des pratiques anticoncurrentielles », fasc. III.133, octobre 2020.
- « Champ d'action du principe de liberté de la concurrence », fasc. III.135, octobre 2020.
- « Pratiques anticoncurrentielles - Qualification », fasc. III.140, avril 2021 (39 pages).
- « Ententes dans les marchés publics – Caractéristiques », fasc. III.143, à paraître (17 pages).
- « Ententes dans les marchés publics – Typologie », fasc. III.144, à paraître (36 pages).
- « Prix abusivement bas », fasc. III.146, avril 2021 (10 pages).
- « Enquêtes de concurrence », fasc. III.150, avril 2019.
- « Autorité de la concurrence : saisine et instruction », fasc. III.151, avril 2019.
- « Décision de l'Autorité de la concurrence », fasc. III.152, avril 2019.
- « Sanctions des pratiques anticoncurrentielles : Autorité de la concurrence », fasc. III.153, janvier 2020.
- « Sanctions pécuniaires des pratiques anticoncurrentielles – Montant de base », fasc. III.156, janvier 2019 (36 pages).
- « Sanctions pécuniaires des pratiques anticoncurrentielles – Ajustements », fasc. III.157, janvier 2019 (32 pages).
- « Sanctions des micro-pratiques anticoncurrentielles : ministre chargé de l'économie », fasc. III.158, janvier 2020.
- « Sanctions des pratiques anticoncurrentielles : autres autorité », fasc. III.159, janvier 2020.
- « Indemnisation des préjudices résultant de pratiques anticoncurrentielles : conditions », fasc. III.160, juillet 2020.
- « Indemnisation des préjudices résultant de pratiques anticoncurrentielles : procédure », fasc. III.161, juillet 2020.

➔ Contributions / articles / notes (avant 2015)

- « La loi du 31 juillet 2014 sur l'économie sociale et solidaire et le droit coopératif », *JCP E*, 2014, n° 39, Étude 1478, p. 19-26.
- « Les entreprises publiques de la filière nucléaire », in *Droit public et nucléaire* (dir. Olivier Guézou et Stéphane Manson), Éd. Bruylant, 2013, p. 51-62.

- « La société coopérative d'intérêt collectif : un statut inutile ? », *JCP E*, 2012, n° 51-52, Étude 1775, p. 22-28.
- « Déontologie et concurrence déloyale », *Petites Affiches*, 24 novembre 2011, p. 10-13 (intervention au colloque IRDA « La loyauté en droits de la concurrence et de la consommation », 2011).
- « Les procédures négociées en droit français des pratiques anticoncurrentielles », *JCP E*, 2011, n°18, Étude 1344, p. 19-31.
- « Les micro-pratiques anticoncurrentielles », *Contrats Publics*, mai 2010, n° 99, p. 37-40.
- « Les procédures négociées devant l'Autorité de la concurrence », *Contrats Publics*, mai 2010, n° 99, p. 48-51.
- « La procédure d'engagements, état des lieux après le Communiqué de procédure du 2 mars 2009 », *JCP E*, 2009, n° 22, Étude 1542, p. 16-23.
- « Deuxième application de la clémence par le Conseil de la concurrence » (Note Cons. conc., déc. n° 07-D-48 du 16 décembre 2007), *JCP E*, 2008, n° 9, Actualité 108, p. 3-4.
- « Commerce équitable : comment réguler un marché alternatif ? », *JCP E*, 2007, n° 51-52, Étude 2604, p. 34-38.
- « Confirmation des sanctions infligées aux trois opérateurs de téléphonie mobile pour ententes » (Note C.A. Paris, 12 décembre 2006), *JCP E*, 2007, n° 6-7, 1179, p. 18-22.
- « Le préjudice du salarié bénéficiaire de stock-options licencié sans cause réelle et sérieuse qui n'a pu lever les options » (Cass. Soc., 16 mars 2005), *JCP E*, 2005, n° 22, 820, p. 904-906.
- « Le Conseil d'Etat se démarque du Conseil de la concurrence » (Note CE, 16 juin 2004), *JCP E*, 2005, n° 7, Jurisprudence 277, p. 280-283.
- « Stock-options et licenciement abusif » (Cass. Soc., 29 septembre 2004), *JCP E*, 2004, n° 52-53, Jurisprudence 1902, p. 2081-2083.
- « Une réponse aux attentes des coopératives de commerçants détaillants : l'ordonnance du 25 mars 2004 portant simplification du droit et des formalités pour les entreprises », *JCP E*, 2004, n°20-21, Actualité 101, p. 781-782.
- « Le maître du jeu abusait de sa position dominante » (Note Cass. Com., 10 décembre 2003), *JCP E*, 2004, n°19, Jurisprudence 694, p. 766-769.
- « L'avènement du statut de coopérative européenne : le règlement du 22 juillet 2003 », *JCP E*, 2003, n°48, Étude 1663, p. 1900-1903.
- « Le statut de coopérative de commerçants détaillants : déclin ou renouveau ? », *JCP E*, 2003, n° 20, Étude 759, p. 844-847.
- « Image et droit de la concurrence », *Communications - Commerce électronique*, avril 2003, chr. n° 11, p. 15-17 (intervention au colloque IRDA « Image et droits », 2002).
- « Stock-options et licenciement », *JCP E*, 2002, n° 15, I, 638, p. 652-654.
- « Statut de l'UGAP et droit de la concurrence » (Note CA, Paris 13 janvier 1998, *UGAP/CAMIF*), *JCP G*, 1998, n° 52, II, 10217, p. 2276-2280, et *JCP E*, 1999, p. 375-379.